

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2025-46
portant autorisation de changement d'exploitant
de l'installation de gestion de déchets située sur la commune de Décines-Charpieu
au bénéfice de la société NASARRE FILS**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 à R.181-47 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 411-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 ;

VU l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 septembre 1998 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société THB sur la commune de Décines-Charpieu ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 janvier 2014 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société THB sur la commune de Décines-Charpieu ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2014 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société THB sur la commune de Décines-Charpieu ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2022 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société THB sur la commune de Décines-Charpieu ;

VU le porter à connaissance du 09 décembre 2024 transmis par courriel par lequel la société NASARRE FILS sollicite le transfert à son bénéfice de l'autorisation du 23 septembre 1998 ;

VU le rapport daté du 21 janvier 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre du 27 janvier 2025 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que le projet de changement d'exploitant ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de changement d'exploitant ne rendent nécessaires ni les consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32, ni une nouvelle participation du public, ni la sollicitation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT que dans son courriel du 9 décembre 2024, la société NASARRE FILS justifie de capacités techniques et financières suffisantes pour l'exploitation du site de Décines-Charpieu ;

CONSIDÉRANT que le porter à connaissance du 09 décembre 2024 précité est conforme aux dispositions de l'article R. 181-47 du code de l'environnement concernant la demande de changement d'exploitant ;

CONSIDÉRANT que les modifications décrites dans le porter à connaissance du 09 décembre 2024 précité, ne présentent pas de caractère substantiel conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces mêmes modifications nécessitent d'actualiser le classement ICPE de l'exploitation ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}

La société NASARRE FILS (SIRET : 349 295 865 000 27), ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé Route de Pusignan 69330 MEYZIEU, est autorisée à poursuivre l'exploitation, en substitution à la société THB, au sens du titre 1er du Livre V du code de l'environnement, de l'installation classée pour la protection de l'environnement située au 42, rue Paul et Marc Barbezat- 69150 DÉCINES-CHARPIEU, conformément aux dispositions des arrêtés ministériels et préfectoraux applicables à cette exploitation.

ARTICLE 2

La société NASARRE FILS devient titulaire de tous les arrêtés d'autorisations et autres actes administratifs susvisés (arrêté préfectoral du 23 mars 1998 et arrêtés préfectoraux complémentaires du 16 janvier 2014, 20 octobre 2014 et du 15 décembre 2022) relevant des droits et obligations des exploitants précédents et découlant de l'application de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement applicable au site de Décines-Charpieu.

ARTICLE 3

Le tableau récapitulatif des activités figurant à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2022 susvisé est remplacé par le tableau présenté en annexe 1.

ARTICLE 4 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Décines-Charpieu et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Décines-Charpieu pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Décines-Charpieu fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône - direction départementale de la protection des populations - 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (Société NASARRE FILS - Route de Pusignan 69330 MEYZIEU), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations par intérim, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire de Décines-Charpieu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société NASARRE FILS.